

## PSYCHOLOGUE DE RUE

# La santé mentale hors cadre

La crise sanitaire a fortement dégradé la santé psychique des jeunes, notamment dans le bassin minier du Pas-de-Calais. Face à cette réalité, le club de prévention Avenir des cités a recruté une psychologue de rue, un dispositif expérimental que l'association aimerait voir se pérenniser et s'étendre.

**C**E jeudi après-midi, le quartier de la fosse 3 vibre au rythme d'une batucada installée sur un terrain vague de Sallaumines, ville d'environ dix milles habitants. Pour lutter contre l'isolement des jeunes de la commune, l'association Avenir des cités organise des ateliers de percussions pendant les vacances scolaires. Intervenant musicien de l'association Tchikipan, Nathanaël, donne le la à une dizaine d'adolescents, qui frappent dans une coordination approximative sur les instruments brésiliens. Un garçon silencieux reste à l'écart. « *Tu ne veux pas nous rejoindre ?* », lui lance Célya Mounhari, psychologue de rue recrutée en février par le club de prévention. « *Par les comportements non-verbaux et l'occupation de l'espace, je cherche à poser des hypothèses concernant la confiance en soi et le rapport aux autres* », explique la professionnelle.

## Pas de psy, sauf injonction du juge

Créé pour une expérimentation d'un an, son poste est financé par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (Ddets) du Pas-de-Calais, dans le cadre du plan national de lutte contre la pauvreté. Il répond à une urgence : l'augmentation inquiétante du nombre de jeunes en situation de fragilité psychologique dans le département. « *Depuis la sortie du Covid, nos équipes rencontrent beaucoup d'adolescents isolés qui souffrent de dépression et d'anxiété. Célya va aider au repérage précoce de ces situations pour permettre une réorientation dans le droit commun* », explique Sadek Deghima, responsable du service de prévention spécialisée (1). Chaque semaine, la psychologue part avec les quatre éducateurs de rue dans les quartiers populaires de Harnes, Billy-Montigny et Sallaumines à la rencontre de jeunes de 11 à 16 ans, souvent en rupture avec les structures de droits communs, notamment de santé mentale.

Le dispositif n'est pas nouveau. Dans le Pas-de-Calais, trois associations de prévention spécialisée travaillent déjà avec des psychologues de rue à Calais, Boulogne-sur-Mer et Bruay-la-Buissière. Pour Sadek Deghima, la pertinence du projet n'est plus à prouver. En revanche, il redoute déjà le non-renouvellement de l'enveloppe financière attribuée cette année : « *L'ouverture de ce poste reste une action isolée, sans politiques volontaristes. Nous aimerions que toutes les structures de prévention spécialisée intègrent des psychologues de rue.* » Les principes de « l'aller-vers » et de la « libre-adhésion » deviennent les outils utilisés par l'association pour combattre les freins de l'accès à la santé mentale des jeunes en situation d'exclusion sociale. « *Dans ces milieux populaires, on ne va pas voir de psychologue sauf injonction du juge. Certaines familles sont dans une forme de renoncement, découragées par le coût des séances qui ne sont pas remboursées par l'assurance maladie* », constate le chef de service.

Pour ne rien arranger, les centres médico-psychologiques (CMP) de la région sont souvent éloignées des zones rurales et imposent des délais d'attente de six mois à un an. Même quand les jeunes acceptent d'entrer dans une démarche de soin, nombreux sont ceux qui renoncent faute d'une prise en compte immédiate de leur souffrance. « *Les réponses données sont administratives. On considère qu'il n'y pas d'urgence sans passage à l'acte. Pourtant, l'urgence est un concept individuel et propre à chacun* », insiste la psychologue de 27 ans qui compte bien casser les codes et « *l'image du type froid et rigide qui lit dans ta tête* ». Elle s'adapte à la temporalité des adolescents qu'elle accompagne et, si cela permet d'entamer un travail thérapeutique, n'hésite pas à intégrer les familles aux entretiens. « *Les jeunes identifient très bien mon rôle et celui des éducateurs. Je garde un regard clinique même sur un VTT* », s'amuse la professionnelle.

Depuis 1990, les travailleurs sociaux entretiennent un lien étroit avec les collectifs d'habitants, les asso-



En 2021, 40 % des 18 - 24 ans souffraient de troubles de l'anxiété généralisée et plus d'1 jeune sur 5 connaissait des symptômes dépressifs. (source : Ipsos/Fondation Fonda Mental)

© JÉRÉMIE ROCHAS

ciations locales et les établissements scolaires. « La plupart des habitants pensent qu'on vit dans le quartier », résume Célya Mougari. Le service de prévention spécialisée est financé par le conseil Départemental du Pas-de-Calais, dans le cadre de la protection de l'enfance, mais aussi soutenu par trois municipalités et le bailleur social Maisons et cités qui entend redynamiser les quartiers populaires par le biais d'actions collectives, sociales et culturelles. À la fosse 3, Avenir des Cités a participé à la création de jardins partagés autour de la maison de quartier. Chaque jeune pousse porte une étiquette avec le prénom de l'enfant qui l'a plantée.

## Regard clinique même sur un VTT

Les éducateurs de rue ont dû s'adapter et se réajuster au fil des décennies. « Au début des années 2000, nous allions à la rencontre des bandes de jeunes la nuit, entre deux contrôles de police. Nous avons dû repenser notre mode d'intervention. Ces jeunes sont aujourd'hui devenus parents et sont nos meilleurs alliés », explique Xavier Heintze, éducateur spécialisé depuis plus de vingt ans auprès du club de prévention. La proximité quotidienne avec les habitants a été la porte d'entrée à l'accompagnement individuel, social et psychologique proposé par l'équipe éducative. Pour aller plus loin dans la prévention de la souffrance psychique, deux éducateurs de rue de l'association sont devenus en 2020 « promeneurs du net » (2). Porté par la Caf du Pas-de-Calais, ce dispositif a pour objectif de se rapprocher des jeunes actifs sur les réseaux sociaux, souvent isolés et mal-informés. « Mon grand-père est arrivé du Maroc pour travailler dans les mines », confie le jeune Issam à la psychologue de rue, elle-même petite fille de mineur algérien. Entre deux coups de tambour, une discussion

se lance sur l'identité locale. À quelques pas de l'ancienne mine de Méricourt, le quartier de la fosse 3 est encore marqué par l'exploitation intensive du charbon durant le 20<sup>e</sup> siècle et des drames vécus par ses habitants. « J'ai moi-même grandi dans les coronas. Mon père était mineur et comme tant d'autres, il a été atteint de silicose à cause de la poussière, lance le chef de service. Il faut conserver cette mémoire collective du bassin minier qui a tendance à disparaître, notamment chez les jeunes. »

En fin d'après-midi, les adolescents se rassemblent dans la maison de quartier pour partager une grenadine et débriefer de la journée. Au détour des conversations, les thèmes de la contraception, des réseaux-sociaux, de la consommation de drogues sont abordés spontanément par les adolescents. Célya, attentive, questionne leurs ressentis, s'intéresse à leurs expériences et leurs doutes. « Les adolescents n'ont souvent pas conscience de leurs problématiques. Je les aide à les nommer », explique la psychologue de rue. Les premiers concernés s'approprient ces espaces informels, les échanges spontanés semblent les libérer du poids de l'institution et de la peur du jugement des adultes. Ce refus de l'injonction à la relation donne la possibilité au jeune de s'affirmer dans toute son identité pour se construire et dessiner son avenir. « Comme eux, je suis un enfant des coronas. C'est un éducateur de rue qui m'a conseillé de passer le diplôme de travailleur social », se souvient le chef de service. Malgré les contraintes budgétaires, Avenir des cités compte bien démontrer à l'Aide sociale à l'enfance la « plus-value » de la prévention en santé mentale.

Jérémy Rochas

[1] Sadek Deghima est aussi contributeur et auteur de *Lien Social*

[2] À lire aussi dans *Lien Social* n° 1300, le dossier : *Prévention spécialisée • Promenades sur le net*